

Sur l'asile, les positions européennes se durcissent

La énième tentative de doter l'Union européenne d'une politique migratoire s'est soldée, ce mardi, comme toutes les précédentes: par un échec. *"La réforme du système de Dublin est morte"*, en a même déduit le secrétaire d'Etat belge à l'Asile et à la Migration, Theo Francken, (lire ci contre) soulignant les crispations persistantes autour de ce règlement crucial, qui confie au pays d'arrivée dans l'UE la responsabilité de traiter une demande d'asile. *"Je vais être franc, trouver un compromis dans ce domaine sera difficile"*, a avoué à son tour Valentin Radev, ministre de l'Intérieur de la Bulgarie, qui assure la présidence de l'UE et avait proposé ce mardi une solution à cette épineuse question qui divise l'Europe depuis la crise migratoire de 2015.

Sofia n'a pas ménagé sa peine pour trouver un terrain d'entente (quasi inexistant) entre les Vingt-huit, mais n'avait presque aucune chance d'y parvenir à l'heure où, au même moment, le nouveau gouvernement populiste de l'Italie prêtait serment ce mardi. Le patron de l'extrême droite italienne Matteo Salvini, devenu ministre de l'Intérieur, était absent des discussions qui se tenaient au Luxembourg – tout comme ses homologues français, allemand ou espagnol. Mais il y a toutefois occupé un rôle central, tant le changement de pouvoir à Rome risque d'approfondir le fossé entre les Etats du Sud, qui exigent une Union solidaire avec les "pays de première entrée", et ceux de d'Europe centrale et orientale, qui refusent que cette solidarité se traduise par une obligation d'accueillir des réfugiés.

Une proposition qui se voulait équilibrée

Confrontée à ces clivages, la Bulgarie proposait divers instruments qui interviendraient graduellement, selon l'intensité d'une éventuelle crise migratoire. Un mécanisme de relocalisation dans l'ensemble de l'Union ne serait activé que si le nombre de demandes d'asile dépasse de 160% la "part équitable" d'un Etat membre – calculée sur base de son PIB et de son taux de population – et moyennant une décision du Conseil européen. Avec un bonus pour les pays

d'Europe centrale et orientale: même dans ce scénario, ils pourraient refuser d'accueillir des réfugiés et proposer plutôt une compensation financière ou l'aide de leurs experts.

Une proposition que la Bulgarie défendait comme "équilibrée", sauf que le compromis ne semble pas être à l'ordre du jour européen. Le nouveau Premier ministre italien, Giuseppe Conte, a plaidé depuis Rome pour "un système automatique de répartition obligatoire des demandeurs d'asile". Selon Marie De Somer, du thinktank European Policy Centre, ceci représente "un durcissement de la position italienne, en ce sens que Rome exprime désormais cette demande publiquement et exige une dimension obligatoire".

Pour avancer sur le dossier migratoire, le nouveau gouvernement italien ne demande donc rien d'autre que... ce que refuse d'entendre le groupe de Visegrad (Pologne, Hongrie, Slovaquie, République tchèque). Et ces pays lâcheront encore moins du lest à l'heure où le Premier ministre hongrois Viktor Orban a été conforté par les récentes élections et où son protégé slovène vient de remporter la confiance d'un quart des électeurs.

Budapest et Rome, unis contre les migrants

Paradoxalement, en même temps que l'Italie s'éloigne encore plus de la position hongroise, elle la rejoint désormais sur un point: celle d'une rhétorique anti-immigration – rhétorique qui n'est d'ailleurs plus l'apanage de Budapest et de Visegrad, mais est désormais adoptée aussi notamment par l'Autriche et la Belgique (lire ci-contre).

"Le bon temps pour les clandestins est fini: préparez-vous à faire les valises", a déclaré samedi M. Salvini, dans un discours très dur sur l'immigration. *"L'idée selon laquelle il faut renvoyer les migrants dans leur pays d'origine, fermer les frontières, bloquer les arrivées, est exactement celle de Viktor Orban"*, constate M^{me} De Somer. Le nouveau gouvernement italien devrait donc marcher dans les pas de la Hongrie, d'autant qu'adopter cette ligne dure "ne coûte rien politiquement", explique Marco Martiniello, professeur de sociologie à

l'Université de Liège et directeur du Centre d'études de l'ethnicité et des migrations. *"L'Italie s'est sentie abandonnée pendant la crise migratoire. L'immigration est le seul domaine dans lequel ce gouvernement pourra prendre des mesures sans beaucoup de risques."*

Reste qu'un rapprochement des rhétoriques anti-immigration ne permettra pas de doter de sitôt l'Union d'une politique d'asile commune, à savoir d'un nouveau règlement de Dublin. Encore moins pour le sommet européen de juin, censé accoucher enfin d'un accord sur la question. Comme l'observe M. Martiniello, *"on est revenu vers la primauté des intérêts nationaux tels qu'ils sont définis par des formations nationalistes. Dans ce cadre, un intérêt supranational européen passe au second plan et il est difficile d'avancer"*.

La Bulgarie veut encore y croire, convaincue d'être sur "la bonne voie", mais l'Autriche, qui assurera dès juillet la présidence de l'UE, a d'avance jeté l'éponge, faisant part de son intention de ne pas poursuivre les travaux sur le sujet. Or, encore ce week-end, plus d'une cinquantaine de migrants sont morts au large de la Tunisie en tentant de rejoindre l'Europe. Ainsi, quand bien même ils ne l'évoqueraient plus, la réalité de la migration pourrait-elle tôt ou tard rattraper les Etats membres.

Maria Udrescu